

Conseil municipal du vendredi 06 juillet 2017

PROCES VERBAL

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 29

Présents : 16

Votants : 29

Alain ROYER, Catherine CADOU, Gil RANNOU, Philippe LEBASTARD, Marie-Madeleine REGNIER, Jean-Claude SALAU, Frédéric CHAPEAU, Magali LEMASSON, Michel RINCE, Yvon LERAT, Damien CLOUET, Isabelle GROLLEAU, Valérie ROBERT, Emmanuel RENOUX, Martine MOREL, Jean-Pierre TUAL

Pouvoirs : 13

Mickaël MENDES donne pouvoir à Marie-Madeleine REGNIER
Catherine HENRY donne pouvoir à Yvon LERAT
Thierry GICQUEL donne pouvoir à Philippe LEBASTARD
Elisa DRION donne pouvoir à Frédéric CHAPEAU
Lionel BROSSAULT donne pouvoir à Catherine CADOU
Gwénola LEBRETON donne pouvoir à Alain ROYER
Chantal PERRUCHET donne pouvoir à Jean-Claude SALAU
Aurora ROOKE donne pouvoir à Gil RANNOU
Catherine RENAUDEAU donne pouvoir à Michel RINCE
Florence CABRESIN donne pouvoir à Magali LEMASSON
Soumaya BAHIRAEI donne pouvoir à Jean-Pierre TUAL
Alain BLANCHARD donne pouvoir à Emmanuel RENOUX
Joëlle CHESNAIS donne pouvoir à Martine MOREL

Le Maire procède à l'appel des conseillers.

Le quorum étant atteint, le Maire ouvre la séance à 19 heures.

Magali LEMASSON est désignée secrétaire de séance.

Avant d'entamer l'ordre du jour du conseil municipal, le Maire invite les membres du conseil municipal à observer une minute de silence en hommage à Simone Veil, grande figure de la vie politique en France, survivante de la Shoah, européenne et féministe convaincue et qui nous a quittés le 30 juin dernier.

L'ordre du jour est entamé.

I - Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 24 avril 2017 et approbation du procès-verbal du conseil municipal du 12 juin 2017

Le procès-verbal du 24 avril 2017 est approuvé à l'UNANIMITE.

Emmanuel RENOUX fait une déclaration : « Nous allons approuver le PV du 12/06 où sont repris nos propos parmi lesquels nous nous engageons à apporter les preuves de nos interventions. Nous tenons à dire officiellement et donc à reprendre dans le prochain procès-verbal de ce conseil, que nous, nous avons tenu notre engagement en diffusant à tous les élus les preuves de nos affirmations. »

Le procès-verbal du 12 juin 2017 est approuvé à l'UNANIMITE.

II - Délibérations du conseil municipal

Administration générale

01 – CREATION D'UN CONTRAT AIDE POUR LE LIEU D'ACCUEIL ENFANTS-PARENTS

Rapporteur : **Catherine CADOU**

Le Lieu d'accueil enfants-parents (LAEP) est un espace de paroles et d'écoute pour :

- rompre l'isolement social,
- conforter la relation parent-enfant,
- valoriser les compétences parentales
- prévenir les situations à risque.

Un projet intercommunal est en cours d'élaboration avec les communes de Grandchamp-des-Fontaines, Sucé-sur-Erdre, Vigneux-de-Bretagne et Treillières, en partenariat avec la CAF, le CD44 et l'école des Parents.

Afin de conduire ce projet dans un cadre plus large du type Carrefour des Familles, il est proposé de recruter un agent en contrat aidé de 9 mois sur la base de 24h/hebdomadaires pour conduire un diagnostic sur les 4 communes, (concevoir l'évaluation de l'action, mobiliser les groupes de travail, faire le lien avec les partenaires institutionnels, proposer des actions, et budget correspondant...).

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'UNANIMITE, décide :

- D'AUTORISER la création du contrat aidé à compter du 1^{er} septembre 2017 pour une durée de 9 mois.

Urbanisme – aménagement et services techniques

02 – ATTRIBUTION DES MARCHES DE TRAVAUX – EXTENSION DE L'ECOLE ALEXANDRE VINCENT

Rapporteur : **Frédéric CHAPEAU**

Afin de réaliser les études liées aux extensions des écoles Alexandre Vincent et Joseph-Fraud, une consultation pour le choix d'un maître d'œuvre a été lancée le 3 mai 2016 dans le cadre d'une procédure adaptée.

Le groupe de travail Marchés a attribué, après analyse des offres, le marché de maîtrise d'œuvre au groupement FOREST DEBARRE / AREST / SETHEL / INTECO / AFORPAQ pour un montant de 145 662,00 € HT, soit 174 794,40 € TTC.

Par délibération 2017-03-13 en date du 13 mars 2017, le conseil municipal a approuvé l'avant-projet détaillé et a autorisé Monsieur le Maire à préparer et lancer la procédure de consultation des entreprises.

Le montant des travaux au stade APD était évalué à 1 431 500 € HT, soit 1 717 800 € TTC.

La procédure de consultation est passée selon le mode adapté, en application des articles 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et 27 du décret du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics. Elle a été lancée en 13 lots séparés le 15 mai 2017.

Le groupe de travail Marchés s'est réuni le mercredi 28 juin 2017 pour la présentation de l'analyse des offres par le maître d'œuvre.

A l'issue de la procédure, le groupe de travail propose de retenir les entreprises suivantes :

Lot		Entreprise retenue
1	Terrassement / Gros œuvre	Entreprise : BOISSEAU BATIMENT Montant HT : 375 000,00 €
2	Charpente / Ossature bois / bardage	Entreprise : VERON DIET Montant HT : 63 957,88 €
3	Couverture Ardoise et Zinc	Entreprise : GUESNEAU Montant HT : 66 391,26 €
4	Couverture Bac Acier / Etanchéité PVC	Entreprise : OUEST ETANCHE Montant HT : 42 548,86 €
5	Menuiseries Extérieures Aluminium	Entreprise : ERDRALU Montant HT : 105 450,83 €
6	Menuiseries Intérieures Bois	Entreprise : AMH Montant HT : 124 839,13 €
7	Cloisons Sèches / Plafonds Plaques de Plâtre	Entreprise : ART BAT SYSTEM Montant HT : 84 102,89 €
8	Revêtements de Sols Carrelage / Faïence	Entreprise : DAG Montant HT : 58 657,77 €
9	Plafonds Suspendus / Isolation	Entreprise : APM Montant HT : 28 183,30 €
10	Sols Souples / Peinture	Entreprise : ABITAT SERVICES Montant HT : 80 389,50 €
11	Ascenseur	Entreprise : MP ARVOR Montant HT : 17 650,00 €
12	Electricité Courants Forts et Courant Faibles	Entreprise : CESA Montant HT : 97 850,24 €
13	Chauffage / Ventilation / Plomberie / Sanitaires	Entreprise : FORCENERGIE Montant HT : 278 000,00 €

Soit un montant total de 1 423 021,66 € HT, 1 707 625,99 € TTC.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à 23 voix POUR et 6 ABSTENTION, décide :

- DE VALIDER le choix des entreprises proposé pour un montant total des travaux de 1 707 625,99 € TTC ;

- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer les marchés et tout document nécessaire à l'exécution desdits marchés.

Emmanuel RENOUX indique que l'extension de l'école Alexandre-Vincent est un projet important : plus 1,7 millions d'euros. C'est un projet déterminant qui vise le long terme. Comme

le montre cette délibération et les deux qui vont suivre, les collectivités sont en toute première ligne pour s'engager dans la transition énergétique qui est, selon les membres de l'opposition, un enjeu majeur de nos territoires. Les membres de l'opposition auraient donc aimé qu'un tel projet soit beaucoup plus ambitieux sur sa qualité énergétique et de développement durable. L'opposition n'a d'ailleurs trouvé aucune trace d'un label d'efficacité énergétique auquel devra se conformer ces nouveaux bâtiments.

Il indique que les membres de l'opposition ne s'associent pas à ces choix. Pour autant, du fait que cette délibération ne concerne que le processus d'attribution des marchés, et seulement dans ce strict domaine, les membres de l'opposition ne voteront pas contre mais ils s'abstiendront.

03 – ATTRIBUTION DES MARCHES DE TRAVAUX - NOUVELLE ECOLE MATERNELLE

Rapporteur : **Frédéric CHAPEAU**

Par délibération n°2016-09-02 en date du 5 septembre 2016, le conseil municipal a attribué le marché de maîtrise d'œuvre pour la construction de la nouvelle école maternelle à l'agence DUCLOS-GAUDIN-RIBOULOT pour un montant de 329 280,00 € HT, soit 395 136,00 € TTC.

Par délibération 2017-01-15 en date du 23 janvier 2017, le conseil municipal a approuvé l'avant-projet détaillé et a autorisé Monsieur le Maire à préparer et lancer la procédure de consultation des entreprises.

Le montant des travaux au stade APD était évalué à 2 894 611 € HT, soit 3 473 533,20 € TTC.

La procédure de consultation est passée selon le mode adapté, en application des articles 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et 27 du décret du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics. Elle a été lancée en 18 lots séparés le 6 avril 2017.

Le groupe de travail Marchés s'est réuni le mercredi 28 juin 2017 pour la présentation de l'analyse des offres par le maître d'œuvre.

A l'issue de la procédure, le groupe de travail propose de retenir les entreprises suivantes :

Lot		Entreprises retenues
1	GROS ŒUVRE	Entreprise : BENETEAU Montant HT : 609 000.00 €
2	TRAITEMENT DES FACADES	Entreprise : DRA ATLANTIQUE Montant HT : 33 000.00 €
3	CHARPENTE BOIS, BARDAGE, COUVERTURE ZINC	Entreprise : VERON DIET Montant HT : 495 749.53 €
4	ETANCHEITE	Entreprise : OUEST ETANCHE Montant HT : 138 993.79 €
5A	MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM	Entreprise : RAMBAULT Montant HT : 278 043.00 €
5B	SERRURERIE	Entreprise : RAMBAULT Montant HT : 24 000.00 €
6	MENUISERIES INTERIEURES BOIS	Entreprise : GLEMAUD Montant HT : 155 983.38 €
7	OUVRAGES PLAQUES DE PLATRE, ISOLATION	Entreprise : ACOUSTIC'OUEST Montant HT : 135 613.35 €
8	PLAFONDS SUSPENDUS	Entreprise : PLAFISOL Montant HT : 20 450.03 €
9	REKETEMENTS DE SOLS SOUPLES	Entreprise : MARIOTTE Montant HT : 80 000.00 €
10	CARRELAGE FAIENCE	Entreprise : DAG Montant HT : 30 500.00 €
11	PEINTURE, REKETEMENTS MURAUX	Entreprise : AXIRENOV Montant HT : 53 799.49 €

12	CHAUFFAGE VENTILATION	Entreprise : LUCATHERMIE Montant HT : 339 800.00 €
13	PLOMBERIE SANITAIRE	Entreprise : BORDRON Montant HT : 96 506.99 €
14	ELECTRICITE	Entreprise : CECO ELEC Montant HT : 192 000.00 €
15	TERRASSEMENT, ASSAINISSEMENT, VOIRIE	Entreprise : LANDAIS Montant HT : 334 858.35 €
16	VRD : ECLAIRAGE, ELECTRICITE, AEP, TELEPHONE, GAZ	Entreprise : BOUYGUES ENERGIE Montant HT : 29 426.11 €
17	ESPACES VERTS, CLOTURES	Entreprise : ALTHEA NOVA (anciennement dénommée NATURE DOMINELAISE) Montant HT : 53 878.72 €

Soit un montant total de 3 101 602.75 € HT, 3 721 923.30 € TTC.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à 23 voix POUR et 6 ABSTENTION, décide :

- **DE VALIDER** le choix des entreprises proposé pour un montant total des travaux de 3 721 923.30 € TTC ;
- **D'AUTORISER M. le Maire à signer les marchés et tout document nécessaire à l'exécution desdits marchés.**

Jean-Pierre TUAL regrette avec force qu'un projet aussi déterminant et vitrine de la commune souffre d'un manque d'ambition en termes de développement durable. En effet, les réserves sur le projet de la future école maternelle formulées par l'Opposition lors du conseil municipal du 23 Janvier sont plus que jamais d'actualité. Pour l'Opposition, non seulement ce projet n'a pas fait l'objet d'améliorations mais il s'est plutôt dégradé.

Pour l'Opposition, ce manque d'ambition est dissimulé derrière un label Effinergie + aux critères minimalistes (pour rappel : RT 2012 + 20%), critères qui seront complètement dépassés lors de la livraison du bâtiment puisque aujourd'hui, beaucoup des bâtiments publics visent le label « passif » déjà supérieur à Effinergie, label « passif » lui-même encore en-deçà de la RT 2020, réglementation thermique obligatoire quelques mois seulement après la livraison attendue de cette nouvelle école. Il précise d'ailleurs que le paradoxe est que ce label choisi par la Majorité ne restera que théorique puisque la Majorité refuse d'installer l'outil pour gérer et vérifier les performances énergétiques de ce bâtiment.

Il conclut en indiquant que les membres de l'Opposition ne s'associent pas à ces choix « court-termistes » mais cette délibération ne concernant que le processus d'attribution des marchés, les membres de l'Opposition ne voteront pas contre mais qu'ils s'abstiendront.

Catherine CADOU indique que de nombreux échanges ont eu lieu en Copil sur ces notions de développement durable et de RT notamment. Elle informe que Frédéric CHAPEAU est en mesure de fournir les éléments qui répondent à un certain nombre de questions qui se sont posées lors des échanges en Copil.

Frédéric CHAPEAU indique que le programme fixait comme objectif une performance RT2012 - 20% et une consommation d'énergie primaire de niveau Effinergie+. Il était précisé qu'aucun label n'était recherché, notamment pas le label Effinergie+.

Il rappelle que le projet a les caractéristiques suivantes :

- Bbio = 51,60 soit -28% par rapport à la RT2012 et -10% par rapport à Effinergie+
 - Cep = 65,80 kWh/m² soit -32% par rapport à la RT2012 et -13% par rapport à Effinergie+
- Le projet au stade APD dépassait donc les objectifs du programme.

Les calculs étaient faits avec l'hypothèse des menuiseries bois. Le fait d'opter pour ce type de menuiseries ne change donc pas les résultats. La maîtrise doit fournir une note de calcul mise à jour suite aux marchés travaux.

A noter que pour la source d'énergie, les 3 projets présentés au concours proposaient une chaudière gaz.

Les tests d'étanchéité à l'air seront faits. Il s'agit surtout ici de conditions de mise en œuvre en phase chantier. Il conclut en indiquant qu'il faudra donc être vigilant sur les tests qui seront réalisés pendant la construction.

Au niveau de l'entretien et du suivi, la conception du bâtiment permet d'avoir un entretien aisé des réseaux. Point de vigilance : l'accès au local technique installé en toiture. Il a été demandé une ouverture directe sur l'extérieur pour pouvoir monter du matériel sans passer par l'escalier escamotable.

Il précise par ailleurs que le fait que la GTC (Gestion technique centralisée) n'ait pas été retenue aujourd'hui, n'empêchera pas demain de la mettre en place car la phase chantier permettra de prévoir tout l'aspect câblage qui pourra permettre, dans le futur, la mise en place de la GTC qu'il serait d'ailleurs intéressant de lier à d'autres bâtiments publics, notamment les écoles proches.

Jean-Pierre TUAL précise que la vérité technique de cette construction ne sera connue qu'à l'issue de la pose des matériaux et du test d'étanchéité. En effet, comme l'a souligné la MOE (Maîtrise d'Œuvre) en CAO, les calculs thermique et acoustique - il ne faut pas négliger cet aspect important pour le bien être - devront être repris en prenant en compte les valeurs réelles des coefficients thermique et acoustique des matériaux posés.

Frédéric CHAPEAU précise qu'une RT se calcule d'abord de manière théorique et s'applique, ensuite sur un chantier. La mise durant le chantier sera donc de bien suivre les matériaux utilisés et qu'au maximum soient intégrés les points de calculs

Jean-Pierre TUAL rappelle qu'aujourd'hui l'objectif est plutôt de se diriger vers une énergie passive et qu'ici, on en est tout de même loin...

Frédéric CHAPEAU indique qu'il s'agit d'un choix et qu'en matière de travaux, plusieurs aspects sont à prendre en compte : le coût, la technique, le respect des normes, la mise en œuvre, la qualité et les délais. En suivant ces principes, la collectivité va disposer d'une école de bonne qualité de structure, conforme aux normes et qu'elle pourra évoluer, car tout est possible dès lors que les choses ont été pensées en amont.

Jean-Pierre TUAL donne rendez-vous en 2019 aux élus, en suivi de chantier pour mise ~~et~~ à jour et suivi des phases d'essais de réception de ce bâtiment.

Frédéric CHAPEAU conclut en indiquant qu'actuellement la RT 2020 est remise en cause par certains architectes et qu'il convient donc d'être prudent la concernant...

Catherine CADOU rappelle qu'il a été demandé au maître d'œuvre une note complémentaire sur la qualité de l'air et l'acoustique. Elle rappelle enfin que sur les éco-matériaux, le programme demandait 18 kilogramme/m² et qu'au résultat le projet final est à 35 kilogramme/m², ce qui est positif.

04 – ATTRIBUTION DES MARCHES DE TRAVAUX - PÔLE PETITE ENFANCE/SOLIDARITE

Rapporteur : **Frédéric CHAPEAU**

Afin de réaliser les études liées à l'opération du futur pôle petite enfance/solidarité, une consultation pour le choix d'un maître d'œuvre a été lancée le 22 décembre 2015. Le groupe de travail Marchés a attribué, après analyse des offres, le marché de maîtrise d'œuvre au groupement MALLERET CORNEDE MENARD / GAUDIN INGENIERIE / AREST pour un montant de 44 250,00 € HT, soit 53 100,00 € TTC.

Par délibération 2016-07-11 en date du 4 juillet 2016, le conseil municipal a approuvé l'avant-projet détaillé et a autorisé Monsieur le Maire à préparer et lancer la procédure de consultation des entreprises.

Le montant des travaux au stade APD était évalué à 583 720,65 € HT, soit 700 464,78 € TTC.

La procédure de consultation est passée selon le mode adapté, en application des articles 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et 27 du décret du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics. Elle a été lancée en 12 lots séparés le 12 avril 2017.

Le groupe de travail Marchés s'est réuni le mercredi 28 juin 2017 pour la présentation de l'analyse des offres par le maître d'œuvre.

A l'issue de la procédure, le groupe de travail propose de retenir les entreprises suivantes :

Lot		Avis Groupe de travail
1	GROS ŒUVRE	Entreprise : BLANDIN Montant HT : 162 000,00 €
2	CHARPENTE BOIS	Entreprise : DOUILLARD Montant HT : 19 643,09 €
3	COUVERTURE ARDOISE ET ZINC	Entreprise : JOLIVEL GUILLEMER Montant HT : 17 194,07 €
4	ETANCHEITE BAC ACIER ET TERRASSE BETON	Entreprise : OUEST ETANCHE Montant HT : 24 998,66 €
5	MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM	Entreprise : ERDRALU Montant HT : 74 880,56
6	MENUISERIES INTERIEURES BOIS	Entreprise : GLEMAUD Montant HT : 44 912,62 €
7	CLOISONS SECHES – ISOLATION - PLAFONDS	Entreprise : ACOUSTIC'OUEST Montant HT : 30 918,09 €
8	PLAFONDS SUSPENDUS	Entreprise : APM ANJOU Montant HT : 13 000,00 €
9	ELECTRICITE	Entreprise : HOULIER Montant HT : 45 688,38 €
10	CHAUFFAGE - VENTILATION	Entreprise : ALEXEN Montant HT : 96 000,00 €
11	REKETEMENTS DE SOLS	Entreprise : TEARA SOLS Montant HT : 43 365,55 €
12	PEINTURE – ISOLATION THERMIQUE PAR L'EXTERIEUR	Entreprise : GUICHARD Montant HT : 51 217,31

Soit un montant total de 623 818,33 € HT, 748 582,00 € TTC.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à 23 voix POUR et 6 ABSTENTION, décide :

- DE VALIDER le choix des entreprises proposé pour un montant total des travaux de 748 582,00 TTC ;

- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer les marchés et tout document nécessaire à l'exécution desdits marchés.

Emmanuel RENOUX indique qu'il s'agit ce soir de la 3^{ème} attribution de marché pour un nouveau bâtiment municipal. Il regrette que, sur ce projet de pôle enfance, l'Opposition fasse la même constatation que sur les deux précédents projets présentés ce soir : il n'y a aucune réelle ambition en matière de transition énergétique et développement durable pour en faire

des bâtiments d'avenir. A titre d'exemple, l'Opposition met en évidence le niveau faible requis d'étanchéité des menuiseries extérieures. L'Opposition constate que la RT2012 est la réglementation thermique que ce bâtiment sera sensé couvrir, mais cette réglementation est largement dépassée. Il indique que sur cet aspect, s'il y a du nouveau, l'Opposition n'en est pas informée. Il conclut en informant que l'Opposition ne s'associe pas à ce nouveau choix mais que cette délibération ne concernant que le processus d'attribution des marchés, les membres de l'Opposition s'abstiendront.

Jean-Pierre TUAL complète la remarque sur le faible niveau d'étanchéité, en soulignant que le test d'étanchéité évoqué précédemment pour l'école maternelle se situait à 50 Pascal, mais qu'ici, pour le pôle enfance/solidarité, on est à 4 pascal, autrement dit quasiment rien... Il s'interroge sur ce que peut représenter un test à 4 pascal car c'est d'une exigence technique très très faible...

Catherine CADOU indique que Jean-Pierre TUAL sera invité aux tests le moment venu...

05 – DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DU PACTE DE RURALITE / REVITALISATION CENTRE BOURG – AMENAGEMENT AVENUE DE GAULLE

Rapporteur : **Catherine CADOU**

Dans le cadre du Pacte de ruralité, la région Pays de la Loire apporte son soutien aux communes souhaitant revitaliser leur centre-bourg dans le but d'y améliorer l'offre de logement et l'accès aux services et aux activités marchandes.

La commune de Treillières a engagé une opération de restructuration du centre-bourg avec le projet d'un nouveau quartier face à la mairie. L'avenue du Général-de-Gaulle est l'axe principal de ce nouveau quartier et nécessite un réaménagement total pour desservir les futurs logements, commerces et équipements.

Afin de conduire les études de maîtrise d'œuvre nécessaires à la réalisation de cette opération, une mission a été confiée au groupement 2LM/VOIE MIXTE, pour un montant de 51 350,00 € HT.

Le projet d'aménagement a fait l'objet d'une présentation en comité de pilotage le 2 juin 2017. Le montant estimé des travaux est de 900 646,50 € HT.

Les travaux d'éclairage public seront conduits par le SYDELA. Le montant estimé des travaux est de 50 000,00 € HT.

Ainsi le montant des dépenses prévisionnelles pour ce projet est de 1 001 996,50 € HT.

Le projet d'aménagement a en outre fait l'objet d'une concertation par le biais d'une exposition en mairie du 8 avril au 9 mai. Aucune remarque n'a été portée au registre de concertation.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à 23 voix POUR et 6 ABSTENTION, décide :

- D'APPROUVER le projet d'aménagement de l'Avenue du Général-de-Gaulle pour un montant de 1 001 996,50 € HT, comprenant les études et les travaux ;

- D'AUTORISER Monsieur le Maire à solliciter une subvention auprès du Conseil Régional au titre du Pacte de ruralité.

Damien CLOUET souhaite attirer l'attention des conseillers sur le dimensionnement des voiries pour les engins agricoles.

Gil RANNOU indique que le gabarit de la voirie est prévu pour le passage des cars et qu'en conséquence, il convient aux engins agricoles.

Famille – Education - Loisirs

06 – RENOUELEMENT DU PROJET EDUCATIF TERRITORIAL (PEDT) – ANNEES 2017/2020 – ANNEXE 01

Rapporteur : **Marie-Madeleine REGNIER**

Dans le cadre de la mise en place de la réforme des rythmes scolaires, la commune de Treillières a élaboré un projet éducatif territorial en 2014. Celui-ci s'inscrit dans la première orientation du PEG (Projet éducatif global) : « *Mettre en cohérence les différents temps de vie des jeunes en respectant les rythmes chrono biologiques dans la perspective d'aménagement globale du temps de la semaine.* ».

Un comité de pilotage, réunissant les différents acteurs du domaine scolaire, (élus, techniciens municipaux, directeurs des écoles publiques et privée, inspecteur de l'Education nationale, représentants des parents d'élèves, Conseil départemental, CAF) a ainsi défini les objectifs du PEDT, et validé l'organisation mise en œuvre en septembre 2014.

Le PEDT est validé par une convention cosignée par l'Education nationale, la CAF, la direction départementale de la Cohésion sociale et la ville. Cette convention arrive à son terme.

Le COPIL s'est réuni le 15 mai dernier pour dresser un bilan de la mise en place de la réforme des rythmes scolaires depuis 2014. En conclusion de cette réunion, il a été convenu de maintenir le fonctionnement actuel pour la prochaine rentrée et de signer le renouvellement. Une réunion du COPIL est à programmer avant les vacances d'automne pour prendre en compte les directives gouvernementales et réfléchir à l'organisation de la semaine dans l'avenir.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'UNANIMITE, décide :

- **DE VALIDER le renouvellement du PEDT pour la période 2017/2020**
- **D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention et les pièces afférentes.**

07 – CONVENTION ASSOCIATIONS PARTENAIRES / ATELIERS PERI-EDUCATIFS - ANNEE 2017/2018 – ANNEXE 02

Rapporteur : **Marie-Madeleine REGNIER**

Depuis la mise en place de la réforme des rythmes scolaires et conformément au Projet Educatif de Territoire, la commune de Treillières organise des ateliers péri-éducatifs en parallèle de l'accueil périscolaire pour l'ensemble des écoles.

C'est dans ce cadre que la commune fait appel à des associations pour animer certains ateliers.

Une convention, signée par la commune et l'association partenaire, définit les modalités d'interventions de l'association dans la mise en place de ces ateliers.

Le tarif horaire varie selon l'association et le statut de l'intervenant (18 à 32 €).

Une nouvelle convention est établie pour l'année scolaire 2017/2018.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'UNANIMITE, décide :

- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention et les pièces afférentes pour chaque association partenaire.

08 – CONVENTION OGEC / ATELIERS PERI-EDUCATIFS – ANNEE 2017/2018 – ANNEXE 03

Rapporteur : **Marie-Madeleine REGNIER**

Depuis la mise en place de la réforme des rythmes scolaires en septembre 2014, la commune de Treillières a mis en place des ateliers péri-éducatifs dans les écoles publiques et privée de la commune.

C'est dans ce cadre que la commune gère et organise l'accueil des enfants entre 16h et 17h15 à l'école Ste Thérèse selon les termes d'une convention de partenariat avec l'OGEC qui définit les modalités de mise en place de cet accueil au sein de l'école pour l'année scolaire 2017/2018.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'UNANIMITE, décide :

- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention et les pièces afférentes.

09 – CELTOMANIA - TARIF CONCERT DES CHURCHFITTERS

Rapporteur : **Catherine CADOU**

Treillières ouvrira la 28^e édition du festival Les Celtomania en programmant les Churchfitters, un groupe de musique folk celtique, le vendredi 6 octobre 2017 à 20h30 dans l'Espace Simone-de-Beauvoir.

Une billetterie tenue par le service vie locale, sera ouverte sur place une heure avant le début du concert. En s'appuyant sur les pratiques tarifaires de ce Festival, il est proposé de fixer l'entrée à ce concert selon les modalités suivantes : tarif plein à 7 €, tarif réduit à 4 € (12-18 ans, étudiant, demandeur d'emploi) ; gratuité pour les moins de 12 ans.

Quelques places exonérées seront offertes aux personnalités invitées à l'ouverture du festival Celtomania, qui manifesteront leur souhait d'assister au concert.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'UNANIMITE, décide :

- DE VALIDER les tarifs ci-dessus.

Informations diverses

- Prochain conseil municipal : lundi 2 octobre 2017 à 19 heures

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 h 45.

**Le Maire,
Alain ROYER**